



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0002561
Bénéficiaire :	21130077700011 COMMUNE DE PORT DE BOUC
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21130077700011
Raison sociale :	COMMUNE DE PORT DE BOUC
Adresse :	13110 PORT DE BOUC



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT08 - Objectif thématique : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'oeuvre / PI08a - Priorité d'investissement : Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise / AP04-OT08-PI08a-OS8a4 - Objectif spécifique : Développer les activités et les emplois dans les quartiers prioritaires

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI8A 2016 - PROJET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE PORT DE BOUC EN FAVEUR DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PHASE 1
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Ville de Port de Bouc : Quartier Aigues Douce La Lecque et Tassy Les Contes
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Port-de-Bouc

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	13/11/2015
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2015-FEDER-PI8a : Activités et Emplois dans les Quartiers Pr./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en présentiel du 21 mars 2016	Décisionnel	Physique	21/03/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 25 mars 2019	Décisionnel	Dématérialisé	25/03/2019	

Description de l'opération	
<p>Dans une ville marquée toute entière par les difficultés économiques et sociales, deux quartiers ont été identifiés comme prioritaires dans le cadre de la politique de la ville :</p> <p>Le QPV « Aigues Douces », classé en Opération d'intérêt National, qui regroupe la cité des Aigues Douces et la cité de la Lèque ;</p> <p>Le QPV « Les Comtes », classé en Opération d'intérêt Régional, qui regroupe le quartier des Comtes et le quartier du Tassy .</p> <p>Ces quartiers présentent la situation de l'emploi la plus préoccupante sur le territoire. A cette précarité s'ajoute un contexte de fragilisation des familles (monoparentalité et personnes isolée), et un niveau de qualification de la population et de scolarisation des jeunes parmi les plus bas du territoire. Toutes les difficultés constatées touchent encore plus fortement les jeunes, et les femmes.</p>	



Les bassins d'emploi du territoire sont éloignés des quartiers prioritaires alors même que le taux de motorisation des ménages est très faible et les transports en commun peu utilisés.

Partiellement remise de la fermeture des chantiers navals et de la crise du secteur de la pêche, Port-de-Bouc s'est engagée depuis plusieurs années dans un travail de développement économique et d'amélioration de l'image de la ville pour faire revenir le monde économique au cœur du territoire (politique de rénovation urbaine, habitat,...), ce qui est nécessaire pour ses populations.

Grâce au travail de requalification urbaine entrepris ces dernières décennies, la ville de Port-de-Bouc possède aujourd'hui de nombreux atouts pour redynamiser son développement socio-économique.

Si la compétence économique est aujourd'hui à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM), l'accompagnement du développement économique et de l'emploi reste une priorité forte pour Port-de-Bouc et un axe majeur du programme de renouvellement urbain. Afin de soutenir l'action de la CAPM, Port-de-Bouc souhaite ainsi se positionner en levier en déterminant au sein de son territoire les secteurs économiques et leur vocation propre.

A l'heure où les activités liées à l'industrie et à la chimie se développent avec difficulté, Port-de-Bouc fait le choix de ne pas conditionner son futur économique à la seule reprise du secteur industriel et décide de travailler sur la valorisation de ses propres atouts.

Le projet de développement économique de Port de Bouc en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville se structure autour de plusieurs axes opérationnels en réponse à ces atouts identifiés.

En effet, emploi et développement économique sont indissociables. Les quartiers prioritaires regorgent de ressources et de talents qui ne demandent qu'à s'exprimer et à contribuer pleinement au redressement économique de notre pays.

En cohérence avec le projet de développement économique de Port-de-Bouc et pour permettre aux entrepreneurs de lever les obstacles se dressant sur le chemin de leur réussite, il s'agira de favoriser la création de véritables écosystèmes dans les quartiers en mobilisant tous les acteurs publics et privés du développement économique dans l'élaboration des contrats de ville.

Objectifs recherchés :

- Soutenir l'inclusion sociale par l'emploi : inscrire les quartiers prioritaires dans des dynamiques économiques et commerciales de qualité, la ville de Port de Bouc a pour objectif de créer de manière durable des activités et des emplois sur ces territoires, afin de lutter contre les taux de chômage très élevés.
- Mettre en œuvre une stratégie urbaine intégrée, incluant les quartiers prioritaires de la politique de Ville
- Contribuer au respect du principe de développement durable : ESS circulaire, mobilités douces ...
- Contribuer au respect de l'égalité des chances et non-discrimination , égalité entre les femmes et les hommes
- Améliorer la formation afin de faciliter l'accès à l'emploi

Résultats escomptés (cible visée)

STRUCTURATION D'UN CAMPUS DE L'APPRENTISSAGE

- o Valorisation de la formation générale et professionnelle
- o Facilitation de l'accès à la formation et à l'emploi pour les jeunes port-de-boucains, notamment ceux issus des Quartiers Prioritaires de la Ville
- o Diminution de l'échec scolaire et du décrochage
- o Création d'emploi direct et indirect via la confortation du tissu économique local
- o Développement de nouvelles formes d'apprentissage
- o Valorisation des formations existantes et développement de nouvelles formations
- o Valorisation du cadre de vie des étudiants : forme type campus, lieux d'accueil pour les étudiants
- o Amélioration de l'orientation et de l'accompagnement des étudiants : logements, transports, entreprises, formations



- o Construction d'une offre d'hébergements adaptée
- o Structuration du lien avec la politique jeunesse de la Ville de Port-de-Bouc
- o Favorisation du brassage de la population par l'arrivée d'étudiants extérieurs, notamment en étudiant l'intégration de logement à destination des étudiants en médecine en lien avec le centre hospitalier de Martigues

DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

- o Installation et pérennisation des projets expérimentaux d'économie sociale et solidaire (Ressourcerie / gestion des encombrants, Pôle vélo/Atelier Cycle, Tourisme, etc.) : Réhabilitation de 389 m² à des fins d'activité économique
- o Démonstration de leur viabilité économique : création de 6 emplois pérennes au lancement du projet. Création d'emplois supplémentaires ultérieurement.
- o Pour faciliter le lancement de ces projets expérimentaux d'ESS, notre choix s'est porté sur des structures associatives existantes, solides et bien implantées dans le quartier plutôt que de procéder dès à présent à la création d'entreprises dédiées. Cette phase d'expérimentations doit permettre de démontrer la viabilité économique de ces projets d'ESS, avant de procéder à leur pérennisation. L'objectif à terme est la création de véritables entreprises d'économie sociale et solidaire, qui seront alors rendues juridiquement indépendantes et économiquement autonomes vis-à-vis des structures associatives.
- o Il est à noter qu'en droit de l'UE une « entreprise » est « toute entité poursuivant une activité de nature économique ». Une association qui fait de l'ESS peut tout à fait être considérée comme une entreprise au sens de l'Union Européenne.

LE RENFORCEMENT DE L'ACCESSIBILITE NUMERIQUE

LE RENFORCEMENT DE L'OFFRE EN COMMERCE ET SERVICES DE PROXIMITE

- o Identification des locaux vides et leur réinvestissement par des commerces et des services

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/06/2016	Fin : 31/05/2019
<ul style="list-style-type: none"> • Etude pour l'élaboration et la mise en œuvre de la Phase 1 du projet de développement économique de Port de Bouc : <ul style="list-style-type: none"> o Rédaction cahier des charges : MARS 2016 o CONSULTATION : AVRIL 2016 o Analyse offres : MAI 2016 o Délais de recours : juin 2016 o date de notification : fin JUIN 2016 o durée : 12 mois o date d'achèvement de la prestation : FIN JUIN 2017 • Acquisition de matériel informatique dans le cadre du projet de développement de l'accessibilité et de la formation au numérique : <ul style="list-style-type: none"> o 1er semestre 2016 • Etude préalable pour le déploiement de l'accès numérique libre (réseau wifi public) : <ul style="list-style-type: none"> o date de consultation (3 devis) : MAI 2016 o date de notification : DEBUT JUIN 2016 o durée : 2 mois o date d'achèvement de la prestation : FIN JUILLET 2016 • Prestations d'ingénierie de rédaction des 2 DCE : <ul style="list-style-type: none"> o date de consultation (3 devis) : MAI 2016 o date de notification : DEBUT JUIN 2016 o durée : 2 mois o date d'achèvement de la prestation : FIN JUILLET 2016 • Marchés de travaux des 3 RDC : <ul style="list-style-type: none"> o Lancement consultation (AO) : DEBUT SEPTEMBRE 2016 o Délai réponse : 1 mois o Analyse offres : 1 mois o Délais de recours : 3 semaines o Date de notification : DEBUT DECEMBRE 2016 o Durée travaux : 6 mois o Date de livraison : DEBUT JUIN 2017 		



DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de prestations externes de service Etude préalable à la mise en oeuvre du projet de développement économique de Port de Bourc	Direct	Fonctionnement	145 000,00 €
Dépenses de prestations externes de service Réalisation du DCE relatif aux travaux de réhabilitation des locaux	Direct	Investissement	20 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Réhabilitation des 3 locaux : Travaux et Equipements	Direct	Investissement	220 000,00 €
Total :			385 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS			30,00	115 500,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40206 / Régime d'aide en faveur des infrastructures locales	50,00	192 500,00			
Total co-financier				80,00	308 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,00	77 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	385 000,00	0,00	0,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Le Service instructeur considère qu'aucune partie de l'opération n'aurait dû être soumise à la réglementation relative aux aides d'Etat.

En effet, l'opération portée par la Ville de Port-de-Bouc est conduite sur 2 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV « Aigues Douces », classé en Opération d'intérêt National, qui regroupe la cité des Aigues Douces et la cité de la Lègue, et QPV « Les Comtes », classé en Opération d'intérêt Régional, qui regroupe le quartier des Comtes et le quartier du Tassy) et inscrite dans la démarche de renouvellement urbain conduite sur ces deux quartiers.

Au vu des éléments d'analyse développés par la Commission européenne dans la communication sur la notion d'aide d'Etat qui élargit la notion d'investissement local, mais aussi au vu des critères retenus par les autorités françaises pour l'appréciation d'une activité purement locale et au vu de l'interprétation faite par la DG COMP du champ d'application du caractère local d'un investissement, cette opération peut être envisagée comme un projet de développement revêtant un caractère purement local qui l'exonère en conséquence de l'application des règles relatives aux aides d'Etat.

Deux critères cumulatifs d'appréciation sont retenus pour envisager qu'une aide publique accordée à une activité qui revêt une dimension purement locale, ne soit pas soumise à la réglementation relative aux aides d'Etat :

- le bénéficiaire de l'aide fournit des biens ou des services sur un territoire limité d'un Etat membre et n'est pas susceptible d'attirer des clients en provenance d'autres Etats membres
- la mesure d'aide ne doit avoir aucun effet prévisible –ou des effets seulement- marginaux- sur les investissements transnationaux.

Ainsi, il ne semble pas qu'elle soit susceptible d'attirer des clients étrangers ni des investisseurs pour les raisons suivantes :

- Le secteur économique ciblé par l'opération est l'Economie Sociale et Solidaire, secteur économique principalement ancré dans des logiques solidaires et de proximité.
- Le nombre de locaux envisagé et la surface correspondante sont trop limités pour créer un appel d'air commercial et/ou des synergies financières.
- Les locaux sont implantés en pie d'immeuble dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville concernés par de nombreuses difficultés sociales et des dysfonctionnements urbains importants (cf. le protocole de préfiguration du NPNRU du Pays de Martigues daté de septembre 2016)

Par conséquent, et conformément aux éléments présentés dans la communication sur la notion d'aide d'Etat du 19 juillet 2016 si tant est que cette opération soit considérée comme relevant réellement de la sphère économique, elle n'est pas soumise à la réglementation des aides d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE dans la mesure où aucun élément ne permet de prouver qu'elle peut affecter les échanges entre Etats membres.